

Voyage dans deux siècles de démographie

Le tour de la Basse-Normandie en 34 recensements

Avec une population d'un million et demi de personnes, le territoire bas-normand n'abrite pas aujourd'hui plus d'habitants qu'au début du XIX^e siècle, alors que la population métropolitaine a doublé. Le poids démographique de la région a donc été divisé par deux, modifiant sa place sur l'échiquier des régions françaises. À l'aube du XIX^e siècle, la Basse-Normandie pesait dans la population française autant que la Bretagne ou l'Aquitaine aujourd'hui (5%).

Qu'en sera-t-il demain ? Quel avenir pour les villes touchées par des restructurations industrielles ? Quelles mesures publiques peuvent influencer sur les évolutions à venir ?

Si les recensements de population menés depuis 1801 ne permettent évidemment pas de répondre à de telles questions, ils témoignent de l'influence des mutations économiques : l'organisation des systèmes de production joue sur les dynamiques de population. Le décollage du Calvados au cours des Trente Glorieuses traduit aussi l'effet marqué des politiques de déconcentration industrielle et d'aménagement du territoire.

Alors que de nouveaux défis – globalisation, environnement, société de la connaissance, métropolisation – s'imposent pour la conception des stratégies d'aménagement, les enseignements tirés des bouleversements passés prennent parfois de singuliers accents de modernité.

Avec près de 90 habitants au km², la Basse-Normandie a figuré pendant toute la première moitié du XIX^e siècle parmi les régions françaises les plus densément peuplées, à hauteur de sa voisine haut-normande. En province, seuls le Nord-Pas-de-Calais et l'Alsace affichaient déjà des densités supérieures à 100 habitants au km². Avec 83 habitants au km², la Basse-Normandie se situe désormais bien en dessous de la moyenne nationale (114 habitants au km²).

De fait, le XIX^e siècle n'a pas été favorable à la Basse-Normandie, seule région à avoir connu une baisse de population entre les recensements de 1801 et 1901.

Avant 1850 : une Basse-Normandie repliée sur ses terres

Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, la Basse-Normandie, région plutôt riche et densément peuplée, se caractérise par une forme d'autarcie. Communications et échanges avec l'extérieur restant très limités, l'agriculture (avant tout céréalière) demeure essentiellement vivrière et repose sur de petites exploitations nécessitant une force de travail nombreuse. Elle s'accompagne d'activités artisanales d'appoint - selon les territoires : tissage, poterie, fabrication de clous ou autre petite quincaillerie - qui assurent aux plus démunis d'indispensables revenus de complément. Ces "industries domestiques", présentes jusque dans les zones les plus rurales, confèrent à la Basse-Normandie une forme de compétitivité, au sens où l'on pouvait l'entendre à l'ère proto-industrielle.

Si ces conditions de vie permettent aux Bas-Normands de bénéficier d'une mortalité moindre, les naissances sont moins nombreuses qu'ailleurs et la population ne croît guère. Faut-il y voir une forme de contrôle des nais-

sances, en vue de ne pas diviser l'héritage, et souvent les terres familiales, d'autant que le droit coutumier ne favorise pas les successions des fratries nombreuses ? Quoiqu'il en soit, la Basse-Normandie s'érige déjà, à cette époque, en terre d'émigration, accueillant moins de horsains⁽¹⁾ qu'elle ne voit partir de ses "enfants".

L'Ancien Régime s'était achevé en Basse-Normandie par une progression limitée de la population, nettement plus lente que dans le reste du Royaume. Du Consulat aux révolutions de 1830 et 1848, la région a connu une relative stabilité démographique, la population bas-normande restant autour de 1,53 million d'habitants.

1850 - 1920 : peu d'industries, peu d'hommes

À partir de 1850, le tassement progressif de la dynamique démographique régionale va se muer en déclin. Les révolutions de l'industrie et des transports, élargissant les marchés et développant la concurrence, bousculent les schémas de l'économie de subsistance bas-normande et la contraignent à se réorienter.

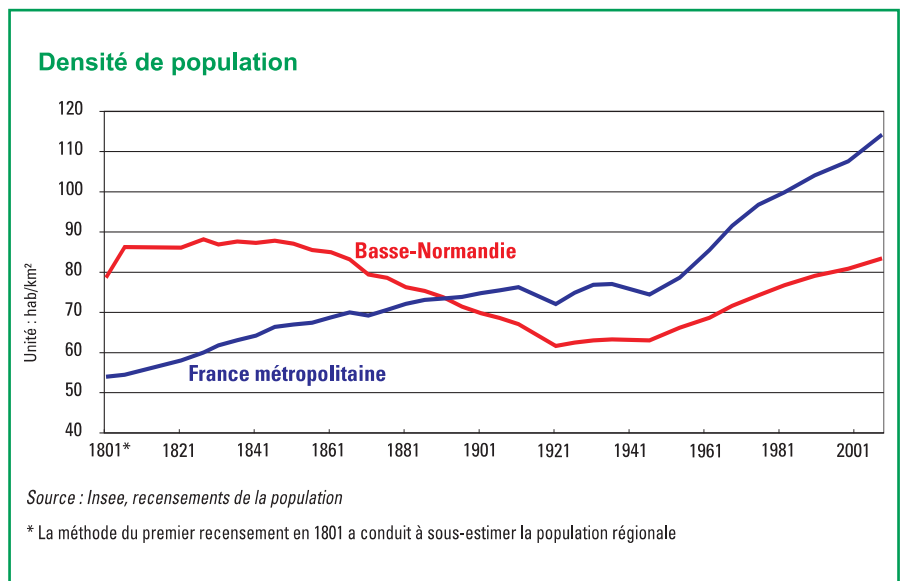
Fort de débouchés nouveaux, l'élevage, notamment bovin, se développe. L'herbage, limité jusque-là à quelques territoires - pays

DE QUOI PARLE-T-ON ?

Cette étude s'appuie sur des séries de population constituées à partir de 34 recensements réalisés depuis 1801, et établies pour chacune des communes de la région, dans leurs limites au 1^{er} janvier 2010.

La population prise en compte est la population totale pour les recensements de 1801 à 1954, la population sans doubles comptes pour les recensements de 1962 à 1999 et la population municipale pour le recensement de 2008.

Les cartes d'évolution de densité de population ont été obtenues par un lissage spatial. Elles ne représentent pas la valeur ponctuelle attachée à une commune mais sa "moyenne" sur 10 kilomètres à la ronde. Elles estompent ainsi les disparités très locales pour mieux faire apparaître les grandes tendances.



d'Auge ou baie des Veys -, se répand et fait de la Basse-Normandie la région verte que nous connaissons. Ce basculement partiel de l'agriculture locale, associé à un début de mécanisation, lamine l'emploi agricole traditionnel. Face à la concurrence de produits extérieurs, souvent issus de manufactures industrielles, les plus précaires ne trouvent plus dans le petit artisanat rural les revenus d'appoint nécessaires. C'est l'origine d'un exode rural massif.

Cet exode ne profitera pas pour autant aux villes de la région. Car si tout semblait en place, à l'époque pré-industrielle, pour assurer à la région un avenir florissant, la Basse-Normandie va passer à côté de la révolution industrielle, qui se jouera davantage sur l'axe rhénan et dans les bassins miniers.

Le Calvados, par exemple, n'emploie plus que 0,88 % de la main d'œuvre industrielle du pays en 1896, contre 2,66 % en 1851⁽²⁾. Certaines villes, comme Falaise et sa bonneterie, seront frappées de plein fouet. D'autres résisteront mieux, comme la région de Flers et Condé-sur-Noireau, au moins pour un temps. Mais dans l'ensemble, les "enfants" des campagnes bas-normandes préféreront s'exiler à Paris,

ou dans les villes industrielles voisines comme Rouen et Le Havre.

Cette forte émigration, associée à une natalité toujours en berne et une mortalité en hausse, en raison notamment des ravages directs et indirects de l'alcoolisme, va conduire la région à un déclin continu jusqu'à la première guerre mondiale. Au recensement de 1911, la Basse-Normandie a perdu 352 000 habitants par rapport à 1851, soit une baisse de 23 %, imputable pour un gros tiers au déficit migratoire avec les autres régions.

Dans le même temps, la population française s'est quant à elle accrue de 14 %, et rares ont été les régions à perdre des habitants (- 18 % pour Midi-Pyrénées, - 10 % pour la Franche-Comté, - 8 % pour la Bourgogne, - 5 % pour la Picardie). Les effets de la Grande guerre noirciront encore le tableau, avec un déficit supplémentaire de 100 000 habitants en 1921. En soixante-dix ans, la perte totale s'établit à 447 000 personnes, et la région ne compte qu'à peine plus d'un million d'habitants.

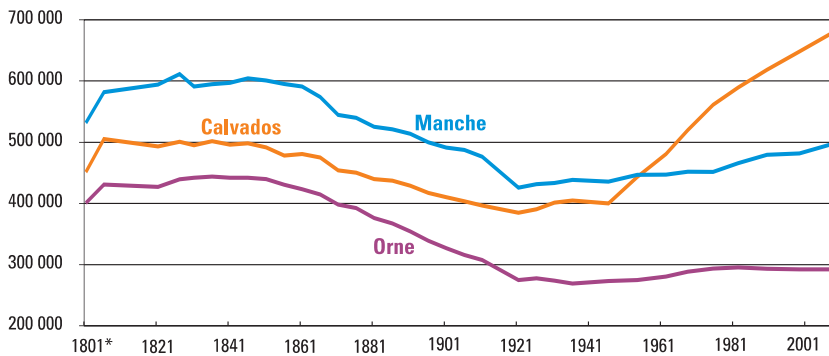
Le tournant de l'entre-deux-guerres

À partir des années 1920, la chute est enrayée. À l'arrivée au pouvoir du Front Populaire, en 1936, la Basse-Normandie a regagné près de 28 000 habitants. La progression est modeste (moins de 2 000 habitants par an), mais l'inflexion de tendance manifeste. Au tournant du siècle en particulier, la trajectoire du Calvados s'écarte de celle des autres départements

(1) Le mot désigne, en parler normand, tout étranger à la Normandie

(2) Source : "Pourquoi la Basse-Normandie s'est-elle désindustrialisée au XIX^e siècle ?", Alain Leménoel, L'information Historique, 1985.

Population des départements bas-normands



Source : Insee, recensements de la population

* La méthode du premier recensement en 1801 a conduit à sous-estimer la population régionale

bas-normands, alors qu'ils partageaient tous trois jusque-là une certaine communauté de destin.

De fait, l'industrialisation s'affirme dans la périphérie caennaise. La mine de Soumont, la Société des Hauts Fourneaux et Aciéries de Caen, qui deviendra plus tard la Société Métallurgique de Normandie (SMN), et les chantiers navals de Blainville-sur-Orne sont emblématiques de ce décollage industriel. Le besoin important de main d'œuvre ouvrière contribuera à fixer davantage de Bas-Normands sur le territoire. Comme pour les autres territoires accueillant des industries nouvelles, en particulier minières, le recours à une main d'œuvre étrangère se développe : de 2 000 à 3 000 jusqu'en 1911, le nombre d'étrangers résidant dans la région va bondir dans les années 1920 (11 000 en 1921, 18 000 en 1926, 22 000 en 1931). Ce fait, majoritairement calvadosien, fait écho à la trentaine de nationalités qui se côtoient ou se succèdent sur les chantiers de construction de la SMN, puis au cours de ses premières années d'activité. Sans pour autant faire de la Basse-Normandie une importante terre d'immigration, le phénomène marque l'amélioration du solde migratoire de la région.

L'embellie des Trente Glorieuses

Cette embellie va se confirmer au sortir de la guerre. La Reconstruction et l'entrée dans les Trente Glorieuses s'accompagnent d'une croissance démographique sans précédent dans la région, avec près de 7 000 habitants supplémentaires chaque année entre les recensements de 1946 et de 1975.

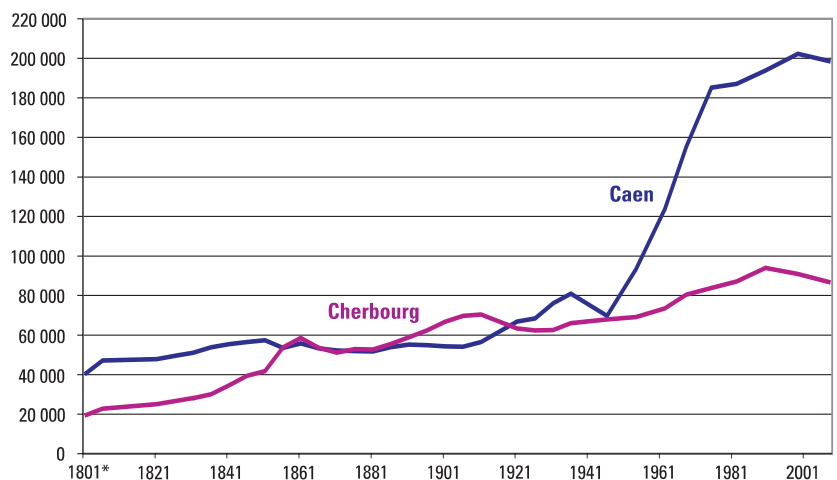
Le soutien de l'État aux politiques d'aménagement du territoire développe le tissu industriel local, et l'ample mouvement de déconcentration qui s'ensuit permet à certaines entreprises nationales de trouver en Basse-Normandie une main d'œuvre bon marché. C'est ainsi que vient s'installer en 1957 Radiotechnique, une filiale de Philips, ou encore la Saviem (future RVI, puis Renault Trucks), sur le site des chantiers navals de Blainville-sur-Orne. À Cherbourg, l'Arsenal laisse place à la Direction des constructions et armes navales, spécialisée dans la construction de sous-marins. Ail-

leurs dans la région, l'industrie se développe également (plasturgie et électronique à Alençon, industrie mécanique à Lisieux, Alençon et Flers).

L'époque est aussi marquée par la révolution productiviste de l'agriculture. Mécanisation et concentration des exploitations ferment les débouchés aux travailleurs agricoles des campagnes. Ce qui provoque une seconde vague d'exode rural, plus massive encore qu'à la fin du XIX^e, mais alimentant cette fois largement les villes de la région. La croissance de ces dernières va rapidement déborder leurs frontières, aboutissant à l'émergence de véritables banlieues autour de la ville-centre.

Principale bénéficiaire de ces mutations, l'agglomération caennaise assied sa suprématie et sa vocation, désormais régionale. Le nouveau campus universitaire de Caen, qui "aspire" les jeunes étudiants bas-normands, en est une des illustrations. Entre 1946 et 1975, le Calvados gagne ainsi 161 000 habitants (soit + 1,2 % par an), tandis que la Manche (+ 16 000) et l'Orne (+ 20 000) restent en retrait. Pour la Basse-Normandie, ce retour d'une croissance démographique soutenue (+ 0,6 % par an) reste toutefois en-deçà du rythme national (+ 0,9 % par an). Le baby-boom n'a donc pas autant profité à la région qu'au reste de la Nation, car il a également contribué à gonfler le déficit migratoire.

Population des agglomérations de Caen et Cherbourg-Octeville



Source : Insee, recensements de la population

* La méthode du premier recensement en 1801 a conduit à sous-estimer la population régionale

Depuis 1975 : à la recherche d'un nouveau souffle

Le constat a perduré depuis, alors même que la croissance de la population française a ralenti. Depuis 1975, le rythme de croissance de la population bas-normande est de 0,35 % par an, contre 0,5 % au plan national. Depuis les années 2000, même la population du Calvados croît désormais moins vite que la population française (0,5 % par an, contre 0,7 %). La population de l'Orne, quant à elle, parvient tout juste à se maintenir légèrement au-dessus des 292 000 habitants. La Manche a connu un développement moins linéaire. Les grands chantiers du nucléaire dans le Cotentin, dans les années 1970 et au début des années 1980, puis l'activité elle-même, ont impulsé, temporairement du moins, une nouvelle dynamique. En attirant une main d'œuvre jeune, et donc des familles, le département est parvenu à gagner près de 2 000 habitants en moyenne chaque année entre les recensements de 1975 et 1990.

Mais la région est avant tout marquée, au cours des trente dernières années, par les difficultés industrielles. D'abord touchée par la crise de 1973, l'industrie bas-normande subit, à partir de 1985, un vaste mouvement de restructuration. La SMN disparaît au début des années 1990. L'exemple le plus emblématique est, sans nul doute, Moulinex. Cette entreprise, très ancrée localement, avait participé au renouveau d'un certain nombre de territoires bas-normands dans les années 1960. Ses

difficultés, à partir des années 1980, jusqu'au dépôt de bilan au début du XXI^e siècle, leur porteront un coup dur. Alençon, le site historique, et Argentan, entre autres, pâtiront de la fermeture de ces établissements.

Dans l'agro-alimentaire, autre secteur phare de la région, les entreprises régionales sont peu à peu passées aux mains de grands groupes industriels. De même, l'emploi dans le secteur automobile demeure totalement dépendant de sièges sociaux extérieurs. La logique de délocalisation, qui avait permis à la Basse-Normandie de rattraper son retard industriel dans les années 1960, joue désormais contre elle, et la région doit, avec la globalisation, affronter un nouveau changement des modes de production. Elle doit en particulier relever les défis d'une société de la connaissance et de l'innovation, désormais principaux moteurs de la croissance économique. Elle reste, en attendant, confrontée à un relatif recul de la sphère productive, reléguant vers la sphère présentielle ses espoirs de croissance. De fait, la dynamique démographique est alimentée au cours des dernières années par l'attrait du littoral auprès des seniors.

2030 : autant d'habitants qu'en 1830 ?

Dans ce contexte, la Basse-Normandie peine à retenir ses jeunes adultes, nombreux à quitter la région pour trouver un

emploi. C'est ainsi que la Basse-Normandie a retrouvé, en 2008, son niveau de population de 1866.

Selon les projections, qui prolongent les tendances récentes, il faudrait encore attendre 2030 pour que la population régionale atteigne à nouveau son pic historique du début XIX^e siècle.

Nicolas DAVID & Jean-Benoît MASSIF
(*équipe recensements historiques*)
Fabrice DANIELOU
Julien BECHTEL

L'Insee tient à remercier M. Jean QUELLIEN, professeur émérite d'Histoire contemporaine à l'Université de Caen, pour ses précieux conseils.

Naissances, décès, mobilités

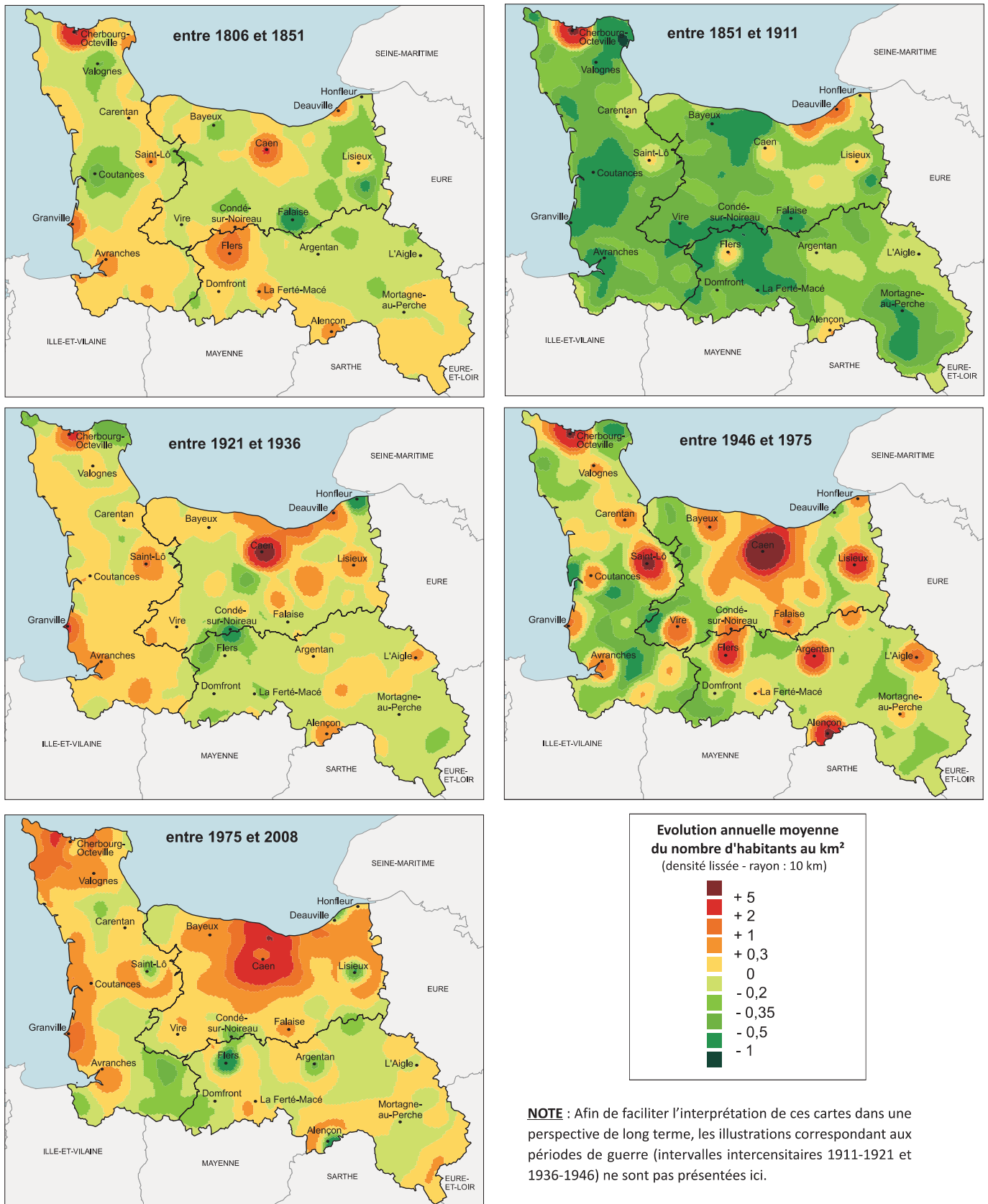
Contribution des soldes naturel et migratoire à l'évolution de la population en Basse-Normandie

	Évolution de population (1) <i>moyenne annuelle</i>	Naissances (2) <i>moyenne annuelle</i>	Décès (3) <i>moyenne annuelle</i>	Solde naturel (4) = (2) - (3) <i>moyenne annuelle</i>	Solde migratoire apparent (1) - (4) <i>moyenne annuelle</i>
1806-1850	+ 300	31 200	27 900	+ 3 300	- 3 000
1851-1920	- 6 400	26 400	30 500	- 4 100	- 2 300
1921-1945	+ 1 000	22 200	20 800	+ 1 400	- 400
1946-1974	+ 6 700	24 500	13 400	+ 11 100	- 4 400
1975-2008	+ 4 900	18 500	13 300	+ 5 200	- 300

Source : Insee, recensements de la population, État civil.

Les ordres de grandeur sur les naissances et les décès de 1806 à 1961 sont issus de l'ouvrage "Atlas historique et statistique de la Normandie occidentale à l'époque contemporaine" (Volume 1 : circonscriptions administratives et démographie).

Annexe 1 : cartes d'évolution de la population bas-normande



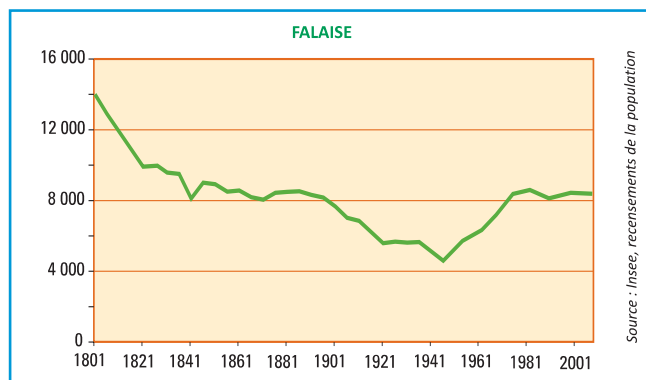
Source : Insee, recensements de la population

© IGN - Insee Basse-Normandie 2012

Annexe 2 : quelques exemples de trajectoires urbaines

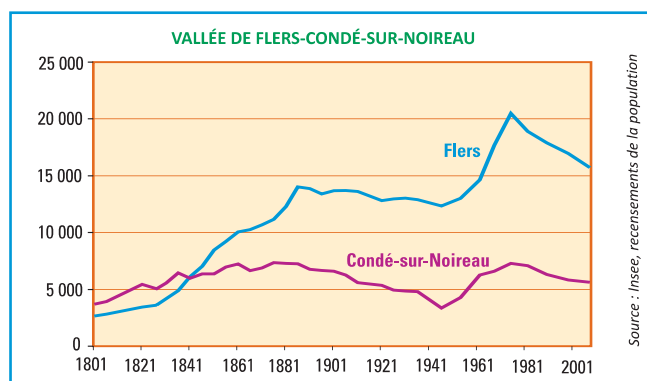
Falaise : témoin d'une reconversion industrielle manquée

Falaise et ses environs abritaient à la fin du XVIII^e siècle une industrie tournée vers la bonneterie, le coton, le cuir. Cette industrie très consommatrice de main d'œuvre a contribué à faire de Falaise la deuxième ville du Calvados au début du XIX^e siècle. Mais le renchérissement du prix du coton, la mécanisation et la concurrence internationale ont mis à mal ces activités. A ce déclin industriel s'est associé un déclin démographique qui s'est poursuivi jusqu'à la fin des années 1940.



La vallée de Flers-Condé au gré des mutations industrielles

L'industrie textile a contribué, un temps, à l'essor démographique de Flers et Condé-sur-Noireau, faisant même de Flers la cinquième ville de la région à la fin du XIX^e siècle. Ses difficultés ont conduit tout aussi sûrement à leur déclin. La reconversion industrielle dans l'automobile a relancé une certaine dynamique dans l'après-guerre, mais toute provisoire. Dans cette industrie de main d'œuvre, les restructurations comme la dépendance à des centres de décision extérieurs à la région ont par la suite fragilisé le développement démographique de ces territoires.



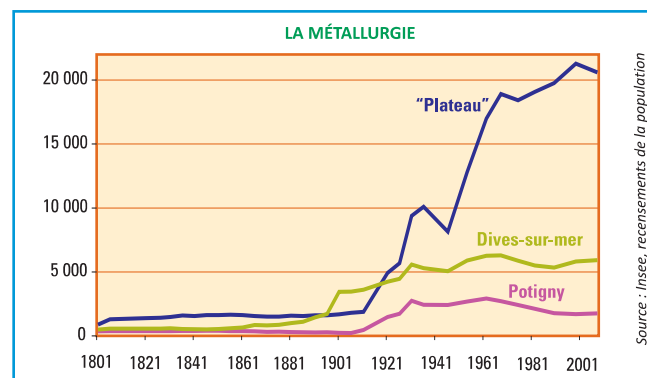
La métallurgie, creuset de l'industrialisation

Le développement de la métallurgie a marqué le réel départ de l'industrialisation de la région.

L'usine d'électrométallurgie qui naît aux abords de l'estuaire de la Dives dans les années 1890 transforme durablement Dives-sur-Mer en cité ouvrière florissante.

Plus près de Caen, l'allemand Thyssen développe ce qui deviendra plus tard la Société Métallurgique de Normandie, la célèbre SMN. L'entreprise favorise, près de son usine, la création d'un vaste "plateau" d'habitations, à cheval sur Colombelles, Mondeville et Giberville, afin de fixer ses ouvriers.

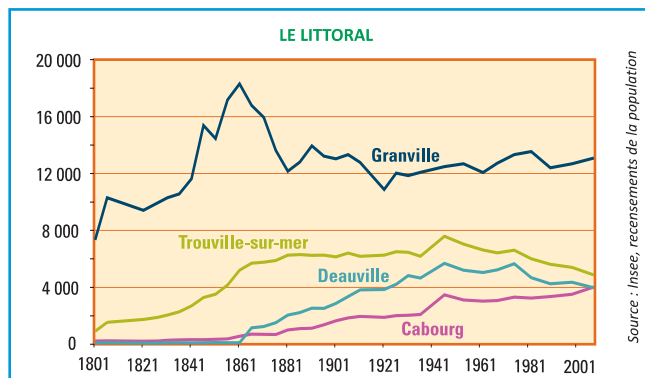
La SMN profite en outre de la proximité de la mine de Soumont. Les mineurs, dont beaucoup sont Polonais, s'installeront en masse dans la commune voisine de Potigny. Aujourd'hui encore, Potigny garde la trace de cette immigration : elle demeure la deuxième ville de la région, après Caen, par la taille de sa population polonaise.



Granville et Côte Fleurie : des corsaires aux bains de mer

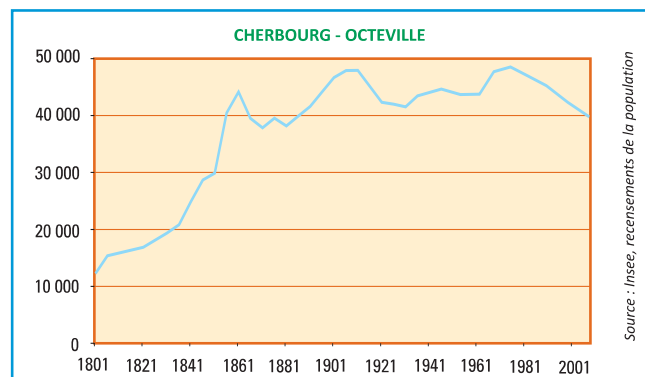
Dans la première partie du XIX^e siècle, Granville était le plus grand port de pêche français avec Saint-Malo, en faisant alors la troisième ville la plus peuplée de la région. L'activité déclinant, Granville s'est peu à peu convertie au tourisme balnéaire, dès le XIX^e siècle, à l'instar de la Côte Fleurie.

La mode des bains de mer émerge à partir des années 1830. Sur la Côte Fleurie, son essor est couplé à celui d'activités touristiques et de loisir (casinos, hippodromes, etc.). Elle fournit aussi matière à de grands projets privés. Dans les années 1860, le Duc de Morny achète à Deauville des terrains jusqu'alors marécageux et les aménage sur le modèle haussmannien. Très vite, et grâce à la desserte par le chemin de fer, une riche population parisienne se presse en ce haut lieu du tourisme balnéaire. Cet apport de devises génère des revenus propres à attirer rapidement une population sur ce littoral.



État et chantiers stratégiques façonnent le destin de Cherbourg

Cherbourg n'a longtemps vécu que pour et par son port militaire, spécialisé dans la construction et la réparation de bâtiments de guerre. Elle ne s'est réellement construite, en tant que ville, qu'entre la fin du XVIII^e siècle et la première moitié du XIX^e, avec la construction de l'Arsenal. Sa population a presque quadruplé en une soixantaine d'années. Avec 44 000 habitants, Cherbourg-Octeville était en 1861 aussi peuplée que Caen.



Annexe 3 : des campagnes aux villes

EXODES RURAUX, URBANISATION

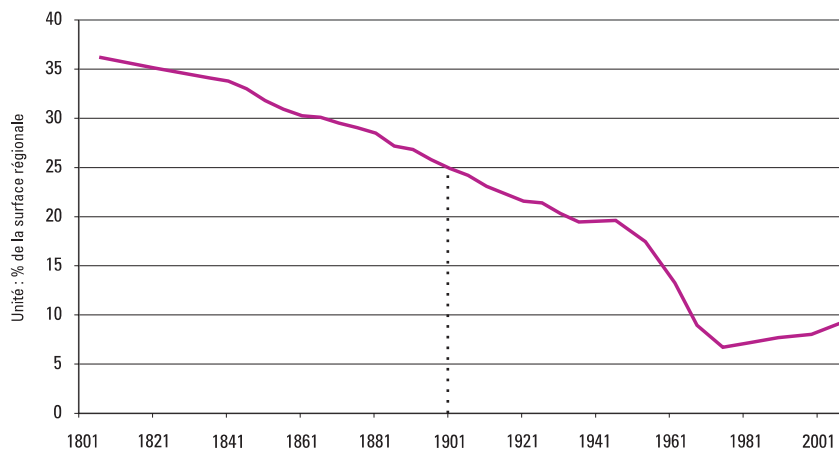
Jusqu'à la moitié du XIX^e siècle, les campagnes bas-normandes restent densément peuplées. Avec l'industrialisation des villes, les emplois ouvriers constituent un puissant incitatif à quitter les villages. Viennent alors 70 ans d'un premier exode rural. Il n'alimente toutefois que faiblement les villes bas-normandes : les trois quarts des migrants quittent la Basse-Normandie pour d'autres régions. Entre 1851 et 1921, la population du Havre double, avec 85 000 habitants supplémentaires. Grâce à ses communes limitrophes, Rouen progresse d'autant, en développant déjà une agglomération bien au-delà de son centre historique. Dans le même temps, Caen ne gagne qu'une petite dizaine de milliers d'habitants, et Cherbourg-Octeville, guère plus. L'exode frappe aussi les bourgs historiques comme Falaise, ou encore Coutances, Bayeux, Avranches, Valognes, qui perdent des habitants.

Après la seconde guerre mondiale, le baby-boom, couplé au décollage industriel des années 1960, provoque une accélération de l'exode rural, qui achève de dépeupler les campagnes. Cette fois-ci, le mouvement profite aux villes de la région, y compris celles qui stagnaient ou déclinaient avant-guerre (Vire, Falaise, Argentan, Coutances, Saint-Lô, Avranches, Bayeux ...). L'agglomération caennaise se développe, quant à elle, à un rythme soutenu entre 1946 et 1975 (+ 67 000 habitants pour la seule ville-centre), et s'étend à la périphérie. Hérouville-Saint-Clair symbolise cette croissance express : sa population passe en une quinzaine d'années, dans les années 1960-70, de moins de 2 000 habitants à 24 000 âmes.

PÉRIURBANISATION, RURBANISATION

Les villes s'étalent de plus en plus loin de leur centre historique, qui tend désormais à perdre des habitants. Des travailleurs citadins décident de vivre à la campagne en raison des tensions sur les prix immobiliers en ville, ou encore pour profiter d'un autre cadre de vie, d'une maison, d'un terrain. Au-delà des banlieues strictement urbaines point ainsi une deuxième couronne d'influence des villes. Cette périurbanisation, qui prend corps dans les années 1980, redynamise certaines communes rurales, et accentue la croissance des communes littorales. Depuis 1975, les deux tiers des communes de Basse-Normandie ont gagné des habitants. On observe même, en fin de période, un retour à la croissance de certains espaces ruraux.

Un indicateur de la répartition des populations sur le territoire : l'espace consommé par la moitié des Bas-Normands



Source : Insee, recensements de la population

Note de lecture : au recensement de 1901, la moitié de la population bas-normande est concentrée sur 25 % du territoire, correspondant aux 234 communes les plus peuplées.

Ces travaux ont été réalisés au sein d'un pôle national de compétences, hébergé par la Direction régionale de l'Insee de Basse-Normandie, et assurant à la fois l'expertise et la diffusion des recensements, notamment anciens.

Ce pôle met des données à disposition du monde de la recherche, et contribue par ailleurs à une mission de sauvegarde du patrimoine de données de l'Insee.

**DIRECTION RÉGIONALE
DE L'INSEE
DE BASSE-NORMANDIE**



5 rue Claude Bloch
BP 95137
14024 CAEN cedex
Tél. : 02 31 45 73 33

www.insee.fr/basse-normandie

Directrice de la publication :
Maryse CHODORGE

Service études et diffusion :
Julien BECHTEL

Rédacteur en chef :
Didier BERTHELOT

Composition PAO :
Françoise LEROND
Marie-Isabelle LARDET

Attaché de presse :
Philippe LEMARCHAND
02 31 15 11 14

© Insee 2012